



Communiqué

Paris, le 13 août 2026

**Ce 13 août, neuf organisations syndicales
de sapeurs-pompiers professionnels parlent d'une seule voix.**

Et quand neuf syndicats parlent d'une seule voix, il faut les entendre.

Sur l'usure des sapeurs-pompiers ?

On doit aller plus loin.

Sur les carrières, les effectifs, l'attractivité ?

On doit aller plus loin.

Sur le financement de nos services d'incendie et de secours ?

On doit aller beaucoup plus loin.

Parce que demander toujours davantage aux départements et aux collectivités territoriales, ne suffira plus.

Les risques changent.

Les crises climatiques s'intensifient.

Les besoins de protection des citoyens comme des sapeurs-pompiers, augmentent.

Alors la question n'est pas seulement :

« Que faut-il donner aux sapeurs-pompiers ? »

La question est aussi :

« Quelle sécurité civile voulons-nous pour demain et quels moyens la Nation veut-elle consacrer à la protection des Français ? »

Et là, l'État doit prendre toute sa place et oxygéner les services d'incendie et de secours, et valoriser les statuts volontaires, professionnels et administratifs et techniques :

- **Un financement durable avec des pistes audacieuses et possibles comme une quote-part de la taxe de séjour ;**
- **Un pacte capacitaire pluriannuel pour du matériel efficace ;**
- **Une véritable direction métier des sapeurs-pompiers au ministère de l'Intérieur ;**
- **Une politique d'engagement et d'embauche durable et régulière pour subvenir aux enjeux.**

Enfin, il est indispensable de recentrer les missions des sapeurs-pompiers sur leur cœur de métier : **la réponse aux urgences et la protection des populations.**

Parce que derrière les revendications des sapeurs-pompiers, il y a des questions beaucoup plus grandes :

- **Quel niveau de protection voulons-nous pour les Français ?**
- **Quel service public voulons-nous pour nos générations futures ?**

La Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France entend, partage tout ou partie des revendications, et respecte ceux qui les portent.

Mais, fidèle à son histoire, elle porte une responsabilité plus large : défendre tous les sapeurs-pompiers et le personnel administratif et technique, et garantir aux citoyens un modèle de secours qui tienne demain, en posant les bases d'une nouvelle loi de sécurité civile.

Jean-Paul Bosland

Président de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France